

CMD

CA

TOHON Z. JOACHIM

N° 011/CA du Répertoire

N° 99-18/CA du greffe

Arrêt du 18 avril 2002

**AFFAIRE : TOHON Z. JOACHIM**

C/

**MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 31 janvier 1999 enregistrée au Greffe de la Cour du 05 février 1999 sous le n° 0106/GCS, par laquelle Monsieur TOHON Z. Joachim a introduit un recours de plein contentieux en réclamation d'arriérés de salaires d'un montant de quatre millions quatre cent quatre vingt cinq mille (4.485.000) francs ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 1616 du 22 novembre 1999 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

**EN LA FORME**

**Sur la recevabilité**

Considérant que par lettre n° 0559/GCS du 22 mars 1999, le requérant a été invité à faire parvenir à la Cour son mémoire ampliatif dans un délai de deux mois ; que cette correspondance est restée sans réponse ;



Enregistré à Cotonou le 19/7/02  
Fo 20 Case 2941-4  
Reçu Deux mille francs



Notifié L/n° 3 1484-1494/GCS du 07/04/2004  
P.C.S. L/n° 1509/GCS du 07/04/2004

DE=2000F

7

Considérant que par lettre n° 0255 du 26 janvier 2000, le requérant a été invité à constituer Avocat ;

Considérant que par lettre en date du 02 mars 2000, le requérant a répondu à la Cour en ces termes :

« Monsieur le Président, suite à votre lettre n° 0255/GCS en date du 26 janvier 2000, j'ai l'honneur de vous informer de mon désistement d'instance : c'est à dire que je laisse tomber pour l'instant mon procès contre l'Etat béninois » ;

Considérant que le contenu de cette lettre étant sans équivoque, il y a lieu de donner acte au requérant de son désistement, et de classer l'affaire ;

### **PAR CES MOTIFS**

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est donné acte au requérant de son désistement d'instance.

**Article 2** : l'affaire est classée.

**Article 3** : les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la Chambre Administrative

**PRESIDENT;**

**Grégoire ALAYE**

et

**Joachim AKPAKA**

}

}

}

**CONSEILLERS.**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi 18 avril deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :



**Raoul Hector OUENDO**

**MINISTERE PUBLIC;**

**Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI**

**GREFFIER.**

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,



